

*Questions orales*

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Madame le Président, la seule différence entre le ministre actuel et son prédécesseur lorsqu'il s'agit d'esquiver la question, c'est qu'au moins celui-ci sourit.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT PRÉSENTE UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE À LONG TERME

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Dans ses allocutions à la nation la semaine dernière, le premier ministre a parlé de confiance et d'attitude, ce que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre, de même que la grande majorité des Canadiens d'ailleurs, jugent important à notre époque. Étant donné qu'il y a environ deux ans, le même premier ministre avait promis aux Canadiens que son gouvernement doterait notre pays d'une chose que les pays industrialisés d'Europe et le Japon considèrent comme tout à fait normale depuis longtemps, en l'occurrence une stratégie industrielle, et qu'il ne l'a pas encore fait deux ans plus tard, le premier ministre va-t-il tâcher lui-même de gagner la confiance des Canadiens en leur garantissant que le gouvernement du Canada présentera avant Noël une stratégie économique à long terme pour le Canada?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député a parlé d'une stratégie industrielle et d'une stratégie économique. Si j'ai bien compris, sa question avait trait à une stratégie économique. Je puis en effet lui garantir que mes déclarations à la télévision la semaine dernière visaient précisément à préparer le terrain et à créer le climat propice pour la présentation d'une telle stratégie. Aujourd'hui, déjà, le ministre des Finances a décidé de prendre l'initiative, de s'engager dans cette voie et de préciser les éléments d'une nouvelle stratégie économique.

ON DEMANDE QU'UNE STRATÉGIE DE LA FABRICATION SOIT PROPOSÉE AU PARLEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je reviendrai sur une expression que le premier ministre a utilisée antérieurement comme nous-mêmes d'ailleurs, celui de stratégie industrielle. Plus précisément, de passage à Windsor, il a parlé d'une stratégie de la fabrication à l'échelle nationale. Le premier ministre est-il prêt à s'engager formellement à ce qu'avant Noël, le gouvernement propose au Parlement une

stratégie globale de la fabrication dont les échéanciers, pour une fois, dépasseront les prochaines élections?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je voudrais rappeler à l'honorable chef du Nouveau parti démocratique que l'élaboration du type de stratégie industrielle qu'il réclame ne peut se résumer à un simple énoncé de principe. Je crois que depuis longtemps, on crée l'illusion que le Canada est en mesure de se doter d'une stratégie industrielle nationale.

Le gouvernement fédéral et les provinces se partagent différents pouvoirs. Les secteurs industriels sont nombreux au Canada, certains dans le domaine de la fabrication, d'autres dans celui des richesses naturelles et des services. Voilà pourquoi je ne peux imaginer qu'il y ait jamais une seule stratégie industrielle au Canada. Il pourrait y en avoir plusieurs et depuis les élections de 1980, le gouvernement s'est appliqué à élaborer de nombreux éléments de cette stratégie. Pour vous rappeler un exemple, pour sa part, le ministre des Transports a déjà pris une mesure importante relativement au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Celle-ci touche les transports et il y en a eu d'autres dans d'autres domaines.

\* \* \*

[Français]

**LA CHAMBRE DES COMMUNES**

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE L'HONORABLE ROBERT TIÉBLÉ  
N'DAW, MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES DU MALI

**Mme le Président:** J'ai l'honneur de signaler la distinguée présence dans ma tribune de Son Excellence M. Robert Tiéblé N'Daw, ministre de l'Énergie et des Mines du Mali.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Traduction]

**L'ASSURANCE-CHÔMAGE**

LE MONTANT DES PRESTATIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. David Crombie (Rosedale):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle porte sur un article publié aujourd'hui à midi par la Presse canadienne. Le bref paragraphe que j'ai l'intention de signaler au ministre pour connaître son avis, porte sur les prestations d'assurance-chômage. Le voici:

Selon des responsables, le gouvernement ne peut pas se permettre de faire face indéfiniment à ce déficit. Axworthy examine, paraît-il, diverses façons de l'éponger, notamment une diminution des prestations . . .